

Le multiculturalisme marocain au service du développement durable

Posted 2020-11-24, Exclusive content

Par Yossef Ben-Meir

Marrakech

Nul ne devrait douter de la sincérité qui a toujours mu le Royaume du Maroc dans son attachement aux principes du multiculturalisme et aux diverses identités qui constituent l'ensemble de cette nation musulmane. Cette adhésion de la part du gouvernement et du grand public est réelle, constante et codifiée, et même synonyme de ce que signifie aujourd'hui être marocain. Cependant, les expériences pluralistes vécues par le peuple doivent prendre de nouvelles formes à chaque génération, et leur traduction en un développement progressif sera désormais le signe d'une nation prévoyante.

Au cours de la dernière décennie, la constitution du Maroc, soutenue par le référendum populaire, a rendu immuable la mosaïque que représentent les diverses identités. Les actions publiques et civiles visant à préserver le passé culturel pour l'ensemble du pays ont connu une louable accélération, le désir commun étant la norme pour participer aux activités de restauration et de partage des connaissances chaque fois que l'occasion se présente.

Cependant, s'il est important de discuter et d'enseigner les multiples facettes de l'identité nationale, le résultat du dialogue et du partenariat interculturels doit aller au-delà. Si nous voulons être honnêtes – et nous devons l'être – compte tenu des conditions difficiles (et de l'aggravation due à la pandémie) de la pauvreté qui touche la plupart des gens et en particulier ceux des zones rurales, alors nous devons admettre que le multiculturalisme marocain n'a pas encore atteint les ambitions qui sont celles du Maroc en matière de développement durable pour toute la population.

La politique marocaine n'aspire pas uniquement à préserver, à célébrer ou encore à faire progresser les identités religieuses et ethniques. Et c'est là toute sa magnificence, car les politiques ne trouvent leur expression ultime que lorsqu'elles sont mises en œuvre en partenariat avec les communautés locales et pour répondre à leurs besoins en matière de développement humain. Or, à cet égard, la nation est trop faible.

Cela n'est pas dû à un manque d'intérêt ou de potentiel, mais plus simplement au fait que les capacités de la manière dont le dialogue interconfessionnel peut conduire, par exemple, à des avancées dans le domaine de la santé publique, ne sont pas bien construites ou comprises. Un exemple louable du monde rural illustre parfaitement cet état de fait sur la manière dont « le dialogue interculturel devient un véritable pont pour le développement humain », tel que sa Majesté le Roi Mohammed VI l'a encouragé une première fois en 2008 et à plusieurs reprises depuis : les communautés agricoles de la campagne marocaine ont besoin de milliards d'arbres fruitiers et de plantes médicinales pour se défaire de la pratique traditionnelle de la culture de l'orge et du maïs.

Pour que les communautés puissent produire les arbres dont elles ont besoin, il faut mettre à leur disposition des terres afin qu'elles puissent faire pousser des graines dans des pépinières locales, car elles ne peuvent pas renoncer à leurs propres terres

et ne pas récolter de la nourriture chaque année pour survivre. À côté de ses 600 cimetières à travers tout le Royaume, la communauté juive marocaine dispose de terres nues qu'elle est disposée à prêter gratuitement aux associations et coopératives agricoles locales pour les aider à répondre à leurs besoins en arbres et en plantes.

Ému par les meurtres perpétrés dans les lieux de culte de différentes confessions dans différentes parties du monde – qui ont en commun le fait que leurs fidèles ont accueilli involontairement et chaleureusement leurs meurtriers – j'ai présenté cette opportunité agricole interconfessionnelle dans une lettre au roi Mohammed VI du Maroc. Il a chargé le gouvernement de financer (par le biais de l'Initiative nationale pour le développement humain) la construction de la pépinière proposée sur un terrain prêté en nature par la communauté juive marocaine de Ouarzazate. Le 5 novembre, la pépinière qui produira 200.000 arbres fruitiers à partir de graines indigènes a ouvert sur une nouvelle terrasse agricole d'un hectare construite à flanc de montagne au-dessus de la sépulture sacrée du rabbin David-Ou-Moché, vieille de 1000 ans.

Les fonctionnaires du cabinet du ministre de l'intérieur marocain ont décliné l'opportunité de recevoir des fonds supplémentaires de l'étranger pour ce projet, préférant qu'il soit financé et mis en œuvre entièrement sur la base de partenariats marocains. Il est poignant de constater que le Royaume du Maroc a dépensé des ressources publiques pour développer une pépinière d'arbres fruitiers *bio* pour et par son peuple sur un terrain fourni gratuitement par la communauté juive marocaine.

Si cette collaboration interconfessionnelle était portée à l'échelle nationale, des dizaines de millions d'arbres pourraient être produits chaque année, une contribution essentielle à la réalisation de l'impératif de réduction de la pauvreté rurale. La manifestation de cette forme de solidarité sociale tombe à point nommé pour le Maroc ; le développement agricole est désormais l'une des pierres angulaires du [plan de relance](#) économique du pays face à la pandémie. L'union du dialogue interculturel et du développement humain est essentielle pour l'avenir durable du Maroc, tout comme le message qu'il s'est fixé pour lui-même est un exemple pour le monde entier.

Aussi exceptionnel que soit ce projet de pépinière, il est tout aussi rare. Les chefs religieux du Maroc doivent trouver inconfortable et inacceptable que la préservation des lieux de culte et des cimetières, et même les célébrations de leurs cultures d'une

richesse expansive, ainsi que les investissements financiers nécessaires, se fassent au milieu d'une pauvreté dense et débilitante.

Le Maroc devrait, par exemple, exiger que toutes les mosquées, synagogues et églises historiques restaurées ne le soient pas seulement pour leur propre bien et pour celui des visiteurs et des fidèles internationaux, mais aussi en tant que lieux où les communautés locales peuvent se rencontrer à tout moment afin de planifier conjointement leur avenir en matière de développement, de participer à des ateliers qui renforcent leurs capacités à concevoir et à gérer de nouveaux projets et à forger des partenariats, voire à être des espaces de travail pour le développement, la mobilisation et l'action communautaires. Enfin, les dirigeants publics devraient encourager fortement les conférences, les associations et les initiatives, qui ont pour thématique la promotion de l'appréciation du *multiculturalisme marocain*, à se consacrer tout aussi pleinement à la fusion du développement humain comme élément central de leur cause.

Ces approches devraient être renforcées, notamment en formant les divers leaders religieux, ethniques et culturels du Maroc à organiser la planification multipartite. Leur dialogue et leur collaboration devraient nécessairement déboucher sur des initiatives de réduction de la pauvreté et de croissance, en particulier avec les femmes et les jeunes.

Pour que les représentants des groupes religieux et ethniques parviennent à cette position de coopération, ils devront cependant d'abord renforcer leurs relations en partageant honnêtement les histoires de leurs peurs et de leurs doutes concernant l'autre, et en exprimant leurs regrets face aux discriminations passées, si celles-ci sont ressenties et doivent être dites et acceptées. Ce n'est qu'alors que se formera la base élargie et durable de partenariats cohésifs qui permettront d'obtenir des moyens de subsistance et des environnements durables.

Même si le Maroc a créé un environnement social et politique qui encourage sincèrement le dialogue interconfessionnel, le partenariat et les actions, de nombreux efforts collectifs doivent encore être fournis par les personnes et les organisations concernées pour que ces opportunités, qui améliorent la vie locale et nationale,

prennent réellement forme et vie. L'un des obstacles qui empêchent la mise en œuvre de tels projets est le manque d'organisations tierces qui se consacrent simplement à l'établissement d'un consensus entre les groupes confessionnels afin de forger les partenariats qui aboutissent à des projets culturels conçus et gérés conjointement qui sont également éducatifs et développementaux. De par leur flexibilité lorsqu'il s'agit de s'engager avec des personnes et des agences à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société, les groupes de la société civile peuvent jouer un rôle de premier plan et être exceptionnellement efficaces dans ce contexte.

Il appartient aux autres nations de décider des leçons qui peuvent être tirées de l'exemple marocain. En tant qu'Américain, par exemple, qui réfléchit actuellement sur le rôle du bureau des initiatives confessionnelles et communautaires de la Maison Blanche qui coordonne les programmes communautaires dans neuf agences fédérales, je recommande – en m'inspirant du cas marocain – d'exiger que les activités financées incorporent une collaboration interconfessionnelle afin d'améliorer non seulement la durabilité et la cohésion sociales, mais aussi de mieux garantir la protection des libertés religieuses des personnes qui bénéficient des services sociaux grâce à cette subvention gouvernementale.

Travailler selon ce qui est en fait la voie marocaine voulue sera non seulement la plus véritable sauvegarde de la multiplicité de l'identité nationale, mais cela permettra de l'annoncer à tous les peuples de la nation car elle est en effet devenue le pont vers nos plus nobles aspirations.

Le Dr. Yossef Ben-Meir est président de la [Fondation du Haut Atlas au Maroc](#).